

La géographie, de l'étude des lieux à celle de l'action des hommes sur la Terre

Gérard Hugonie

Professeur des Universités
IUFM de Paris

La géographie a connu une évolution radicale et multiforme depuis les années 1970. Conçue depuis la fin du XIX^e siècle comme une science des lieux et des rapports entre les hommes et les milieux naturels, d'inspiration naturaliste, elle est devenue une science de l'action des hommes dans l'espace terrestre, insérée résolument dans le champ des sciences sociales. Certains géographes privilégient une approche socio-économique et politique de l'espace des hommes, les rapports de pouvoir entre les acteurs spatiaux ; d'autres une analyse structuraliste, systémique et quantitative de l'espace des sociétés humaines ; d'autres encore s'attachent à l'influence des facteurs psychologiques, culturels, au vécu des hommes dans leurs territoires ; ou encore aux rapports complexes qu'entretiennent les sociétés avec un environnement qu'elles transforment tout autant qu'elles s'y adaptent. Autant d'approches qui peuvent être très fécondes pour la formation de futurs citoyens conscients des enjeux de l'aménagement des territoires dans lesquels ils vivent, de l'échelle locale à celle du globe.

Il n'est pas simple de présenter les fondements conceptuels et méthodologiques de la géographie française actuelle, parce que cette discipline, organisée dans ses grands principes à la fin du XIX^e siècle par P. Vidal de la Blache (1845-1918) et ses élèves a été profondément renouvelée depuis les années 1970. Il n'y a plus « une » géographie, mais des géographies parallèles, avec leurs regards propres sur le monde, leurs problématiques, leurs concepts, leurs méthodes spécifiques, même si toutes se retrouvent autour du projet commun de description et de compréhension des rapports entre les sociétés humaines et le territoire dans lequel elles vivent et qu'elles aménagent. Une situation qui complique singulièrement la tâche de ceux qui doivent concevoir des programmes scolaires, et de ceux qui doivent les appliquer...

LA PERSISTANCE D'UNE GÉOGRAPHIE DES LIEUX ET DES MILIEUX

De nombreux ouvrages, bien des cours universitaires restent fidèles à une problématique géographique classique, fixée dans ses grandes lignes à la fin du XIX^e siècle par P. Vidal de la Blache et ses élèves [1, 2]. Il s'agit de rendre compte de la diversité des lieux

de la Terre (portions élémentaires de la surface de la planète), de leur aspect, de la localisation des phénomènes les plus marquants ou les plus utiles à connaître pour la vie des hommes, comme les gisements, les cours d'eau, etc. Chaque lieu se différencie des autres par une combinaison originale de données naturelles, relief, climat, végétation, eaux – ce que l'on appelle le **milieu naturel** local – et d'actions des sociétés humaines, passées et présentes, qui ont tiré parti des possibilités qu'offre le milieu, se sont protégées des contraintes et ont aménagé la surface de la Terre en conséquence. Le **paysage** est l'expression visuelle de cette combinaison originale de données naturelles et de traces des activités humaines.

Le point de départ de la démarche géographique est la description des lieux, des milieux naturels et des aménagements créés par les hommes, ainsi que leur utilisation quotidienne ou saisonnière, qui spécifie un **genre de vie** collectif, adapté au milieu local, régional ou « zonal ». L'explication de l'aspect des lieux et de la localisation des faits repérés repose sur une **démarche inductive** qui part des données observées, cherche à établir entre celles-ci des relations de cause à effet, notamment entre les contraintes physiques et les modes d'utilisation des

sols ; vérifie ces relations par des comparaisons avec des cas analogues, puis en tire des règles générales de localisation des faits à la surface de la Terre. Au risque de tomber dans un **déterminisme naturel**, très discuté depuis un siècle, et insoutenable aujourd'hui : trop d'exemples montrent qu'un même milieu naturel peut être utilisé différemment selon les sociétés qui y vivent (cf. les deltas tropicaux d'Asie orientale, d'Afrique et d'Amérique latine), même s'il est bien évident qu'aucune société ne peut faire totalement abstraction des contraintes naturelles majeures de son espace.

Cet intérêt de la géographie classique pour les contraintes naturelles de l'action des sociétés humaines légitime encore aujourd'hui des recherches universitaires spécialisées sur la genèse et l'évolution des reliefs, l'écoulement des cours d'eau, les climats et les formations végétales, avec des problématiques et des méthodes analogues à celles des sciences de la vie et de la Terre correspondantes : géologie, hydrologie, météorologie, botanique [3].

UNE GÉOGRAPHIE PLUS SOCIALE ET POLITIQUE

Cependant, dès les années 1930, des géographes ont pris conscience que la diversité des lieux et des genres de vie des hommes sur la Terre ne pouvait s'expliquer totalement ou principalement par les contraintes naturelles. L'organisation sociale, les traditions culturelles, les techniques et les capitaux disponibles sont tout aussi importants. En 1938, A. Demangeon définit ainsi un « *milieu géographique* » aménagé par les hommes, qui ne se confond pas avec le milieu naturel. P. Gourou [4] insiste sur les techniques

d'encadrement social des populations pour rendre compte des différences d'aménagement d'un même milieu naturel dans le delta du Tonkin. Après la Deuxième Guerre mondiale, le développement des statistiques démographiques (avec la création de l'INSEE), d'une part, l'influence du marxisme, d'autre part, orientent les recherches de P. George (1909-2006) et de ses élèves vers une prise en compte de plus en plus marquée des **structures économiques et sociales**, modes de production et rapports de production dans l'explication des paysages agraires et des paysages urbains à toutes les échelles [5]. De nombreux travaux mettent aujourd'hui en évidence l'inégale répartition des ressources, des patrimoines entre les pays, entre les régions et entre les quartiers urbains. Ils étudient le rôle des rentes foncières, des différentiels de coût de la main-d'œuvre, celui des institutions publiques ou des organisations privées, le rôle des **acteurs sociaux** dans l'aménagement de l'espace des villes, des campagnes ou des littoraux, dans la répartition des services comme l'éducation, la santé, dans l'**inégal développement** des États et des régions [6]. Autant de thèmes d'une géographie sociale [7] très active, qui cherche à comprendre comment les sociétés utilisent, gèrent, organisent, produisent leur espace, un espace profondément humanisé : un **espace social**.

Armée de cet ensemble de connaissances et de réflexions sur les espaces transformés par les sociétés humaines, la géographie sociale voudrait d'ailleurs aller plus loin et devenir un savoir opératoire, une **géographie applicable ou appliquée** [8], capable de proposer des solutions à des problèmes d'aménagement de l'espace des communes, des régions ou d'un pays

tout entier : des problèmes **d'aménagement du territoire**. Et l'on voit bien tout l'intérêt de cette orientation pour la formation de jeunes élèves, futurs citoyens : comprendre les grands enjeux de l'aménagement des territoires dans lesquels ils vivent, être capable d'intervenir à bon escient dans les débats correspondants.

L'espace social est approprié, géré, dominé, convoité par des groupes humains, des institutions, des organisations privées ou publiques. Il est l'objet d'**enjeux**, de stratégies, de conflits, de représentations, qui intéressent les géographes à la suite des travaux de **géopolitique** initiés par Yves Lacoste [9] et rassemblés, entre autres, dans la revue qu'il crée en 1976 : *Hérodote*. Ils cherchent à recenser, localiser, analyser et expliquer les **conflits spatiaux et territoriaux** à toutes les échelles, par exemple les concurrences entre les grandes puissances pour l'exploitation des richesses minérales des États africains ; les conflits pour l'eau des fleuves entre Turquie, Syrie et Irak ; les stratégies de gestion de l'espace dans les littoraux suroccupés ou dans les grandes agglomérations. Une place importante est accordée à la notion de **territoire** : portion d'espace terrestre appropriée, gérée, valorisée mentalement, défendue par un groupe social ; aux notions connexes de territorialité et territorialisation, de limites et de frontières ; ainsi qu'au **jeu sur les niveaux d'échelle** [10], car tout phénomène spatial dépend de forces, d'acteurs sociaux, d'influences situés à des niveaux d'échelle très variés (continentale, sous-continentale, nationale, régionale, etc.) et influence à son tour des aires plus ou moins vastes et éloignées. La mise en évidence de ce jeu des phénomènes spatiaux et des niveaux d'échelle dans la vie des

sociétés est un des apports spécifiques de la géographie actuelle dans le champ des sciences humaines, et dans celui de l'éducation géographique dans la formation des adolescents.

LA NOUVELLE GÉOGRAPHIE ET L'ANALYSE SPATIALE ET QUANTITATIVE

Dans les années 1970, une partie des géographes français rejette brutalement les paradigmes de la géographie classique – qu'elle soit de type « vidalien » ou plus sociale et politique – et veut fonder une *Nouvelle Géographie* [11], véritablement rigoureuse, scientifique et applicable. Un projet qu'il faut replacer dans le triple contexte du développement parallèle des sciences humaines, et particulièrement du structuralisme, de la diffusion des réflexions sur l'épistémologie des sciences à partir des travaux de Bachelard, de Kuhn et de Popper, enfin de la vulgarisation des méthodes statistiques et de la micro-informatique ; le terme même de « *Nouvelle Géographie* » établissant un rapprochement avec la « *Nouvelle Histoire* » qui se développe au même moment.

Ces géographes, dont la tête de file a été pendant un quart de siècle R. Brunet, se fondent d'abord sur une critique radicale de la géographie classique : une discipline littéraire, peu rigoureuse par son objet, par ses méthodes et par ses modes d'explication. Une véritable science ne devrait pas se satisfaire de descriptions littéraires, très subjectives, d'espaces dont on recherche avant tout l'originalité intrinsèque, dans une démarche « *idiographique* » qui met l'accent sur l'unique, le non-reproductible. Par ailleurs, la démarche inductive, qui s'appuie sur l'observation et l'analyse

d'un cas précis et la mise en relation intuitive des données, ne permet nullement d'établir des règles générales d'explication des localisations en tout point de la Terre. Elle conduit à surestimer l'influence des phénomènes visibles et des données naturelles.

En rupture épistémologique avec cette géographie classique, la « *Géographie Nouvelle* » veut fonder une véritable science de l'analyse de l'espace des sociétés. Comme toute vraie science, elle ne cherche pas à décrire des milliers d'objets particuliers, mais plutôt à établir des règles générales, « *nomothétiques* », de la répartition des hommes, de leurs activités et de leurs traces concrètes (constructions, infrastructures, parcelles agricoles) à la surface de la Terre ou, dit autrement, des règles générales de l'organisation de l'espace terrestre.

Le chercheur commence par isoler un problème de localisation d'une activité humaine, d'utilisation du sol ou d'organisation de l'espace à une échelle donnée. Il établit un cadre théorique pour rendre compte du problème à résoudre, en posant comme hypothèses un certain nombre de facteurs censés jouer un rôle important dans la situation étudiée. Puis il déduit de ces hypothèses leurs conséquences spatiales. L'ensemble des hypothèses et de leurs conséquences spatiales constitue un **modèle théorique** de la situation, qui est ensuite confronté à des situations géographiques réelles. Si le modèle coïncide avec la réalité, il est considéré comme valide, et les hypothèses de départ deviennent des « *lois* » de l'organisation de l'espace terrestre ; sinon, le chercheur doit modifier ses hypothèses et élaborer un nouveau modèle. Ce type de **démarche hypothético-déductive** avait déjà été utilisé par des économistes, au XIX^e siècle pour

expliquer la localisation des cultures autour d'une ville (modèle de Von Thünen) ou celle des usines (modèle de Weber), et au XX^e pour la localisation des services et la répartition spatiale des villes (modèle de Christaller).

Pour élaborer leurs hypothèses et modèles théoriques et les confronter aux cas réels, les chercheurs doivent « *objectiver* » les données et les facteurs utilisés en les quantifiant. Les relations entre les facteurs sont souvent évaluées et vérifiées par des calculs mathématiques : la « *Nouvelle Géographie* » se veut **quantitative**, et se développe parallèlement à la micro-informatique, qui permet de multiplier les calculs, et à la télédétection, qui apporte de nombreuses données spatiales numérisées. Elle utilise aujourd'hui les systèmes d'information géographiques (SIG), qui rassemblent des bases de données géoréférencées, des outils de calculs (en particulier de corrélations entre les données) et de cartographie rigoureuse (avec représentation strictement proportionnelle des valeurs des données).

Dans cette démarche scientifique, les lieux, les unités spatiales de base ne sont plus étudiés et décrits pour eux-mêmes, mais en tant qu'éléments plus ou moins actifs d'un jeu d'influences et d'interactions que les sociétés exercent sur l'espace terrestre. Certains lieux, par leurs qualités propres, attirent les hommes, les activités, les pouvoirs, les productions, les capitaux, les initiatives : ce sont des **pôles, des centres**. D'autres lieux sont dépourvus de ces qualités, ils voient partir les hommes, les productions, les activités au profit des centres, dont ils constituent des **périphéries** plus ou moins intégrées, exploitées, voire délaissées. Des **axes** relient les principaux centres et transmettent

les informations, les hommes et les produits de l'une à l'autre des unités spatiales élémentaires. L'ensemble des pôles, axes et unités spatiales élémentaires forme un **système spatial** structuré, dont toutes les composantes sont interdépendantes, de l'échelle de l'agglomération ou de la commune jusqu'à celle de la région, de l'État ou du globe (le « *système-monde* » d'O. Dollfus [12]). Dans ces systèmes spatiaux, le paramètre fondamental est celui de la distance, qui fait décroître proportionnellement l'influence des centres au fur et à mesure que l'on s'en éloigne. Les ressources et les contraintes naturelles, les caractéristiques physiques des lieux ne sont plus essentielles : les sociétés industrielles n'hésitent pas à percer des tunnels à travers des massifs montagneux si des échanges importants relient deux métropoles situées de part et d'autre : les besoins sociaux et l'action humaine l'emportent sur des contraintes naturelles fortes, même si cela a un coût. L'étude des phénomènes naturels devrait donc être laissée aux sciences de la vie et de la Terre, les géographes se limitant à l'analyse des systèmes spatiaux, formés de champs, d'usines, de villages, de villes, de routes, etc., c'est-à-dire à une « *analyse spatiale* » [13].

Les géographes, en s'attachant à l'étude de systèmes spatiaux, se sont initiés aux **démarches systémiques**, avec un grand intérêt pour les dynamiques, les évolutions de ces systèmes et de leurs structures internes.

En 1980, R. Brunet [14] propose d'interpréter les systèmes spatiaux complexes comme la combinaison de structures élémentaires d'organisation de l'espace, qu'il appelle les **chorèmes** (de *choros*, lieu en grec, avec la désinence « *ème* » empruntée à phonème, structure élémentaire

d'une langue) : par exemple, l'influence d'une ville autour d'elle, l'attraction d'un littoral, la discontinuité représentée par une frontière fermée. Chaque chorème peut être représenté par une figure simple (point central et flèche, par exemple). La combinaison de plusieurs chorèmes donne un modèle graphique, expression visuelle d'un modèle théorique d'organisation de l'espace, transférable d'une région à une autre.

R. Brunet lance en 1974 une nouvelle revue au titre caractéristique : *l'Espace géographique*, puis une nouvelle *Géographie universelle* (1990-1996) pour diffuser ses propositions.

Devenue plus rigoureuse, pourvue de « *lois* » générales d'organisation des espaces humanisés et de leur évolution, la « *Nouvelle Géographie* » pourrait devenir, comme toutes les sciences « dures », « prédictive », c'est-à-dire qu'elle pourrait proposer des solutions éprouvées à des problèmes de localisation et d'aménagement de l'espace, comme de déterminer où il faudrait placer les succursales d'une société pour minimiser les coûts de transport entre établissements, ou bien une nouvelle métropole.

Les problématiques, les concepts et les démarches de la « *Nouvelle Géographie* » ont été largement développés depuis les années 1980 dans plus de la moitié des universités françaises, et certains de ses éléments ont été repris dans l'enseignement scolaire, à la faveur des changements de programmes. Ils paraissent offrir à la fois une méthodologie plus rigoureuse, des concepts plus opératoires, une ouverture plus sociale que la géographie classique, une cartographie plus chargée de sens. Mais les résistances ont été vives, aussi bien au

niveau universitaire que scolaire. De vifs débats ont opposé en 1995 R. Brunet et Y. Lacoste, qui contestait et la scientificité et l'abstraction de cette géographie de pôles, d'axes et de périphéries, sans hommes, sans contradictions sociales, sans paysages. Une géographie trop théorique et trop peu concrète pour beaucoup d'enseignants formés par la géographie classique.

LA GÉOGRAPHIE DES REPRÉSENTATIONS ET LA GÉOGRAPHIE CULTURELLE

Aussi bien la géographie classique que la « *Nouvelle Géographie* » présupposent qu'il est possible à un chercheur neutre et objectif de parvenir à une compréhension rationnelle de l'organisation de l'espace terrestre par les sociétés humaines, qui résulterait elle-même de choix logiques et réfléchis des individus et des groupes sociaux. Dès les années 1970, plusieurs auteurs, comme A. Frémont, P. Claval [15], P. Pinchemel et A. Bailly contestent cette rationalité. Les individus ne sont pas parfaitement informés des paramètres en jeu lorsqu'il s'agit d'implanter une maison, de choisir un type de culture, une infrastructure. Leurs choix dépendent des **représentations mentales** qu'ils se font sur l'espace et sur les facteurs à prendre en compte ; des représentations à la fois individuelles et collectives [16], nourries de leur histoire personnelle, de leurs goûts, de leur éducation, des traditions de leurs groupes sociaux. Il y a des lieux, des types d'utilisation de l'espace qui attirent (comme certaines stations touristiques aujourd'hui, certaines villes), d'autres qui repoussent (les banlieues défavorisées, les marais, les villages isolés des plateaux céréalières,

etc.). La rue, le quartier, la commune ne sont pas seulement des espaces géométriques chargés de fonctions économiques ; ce sont des espaces où les gens vivent, ce sont des émotions, des odeurs, des souvenirs, des habitudes : des « **espaces vécus** » dit A. Frémont [17]. De même, la région pour ses habitants n'est pas un espace naturel ou un territoire administratif ; c'est l'ensemble des lieux avec lesquels quelques milliers d'hommes et de femmes sont en symbiose affective, qu'ils « pratiquent » occasionnellement, qu'ils sont prêts à défendre au moins verbalement, c'est un espace ressenti et « vécu » au-delà du territoire local, dont les limites peuvent varier selon les individus ou les groupes sociaux.

À la suite de ces précurseurs, de nombreux travaux tentent actuellement de comprendre comment des individus, des groupes sociaux se représentent leur espace [18], comment ils sont porteurs d'une géographie **intuitive ou vernaculaire** [19], comment ils organisent leur espace de vie, par exemple à l'échelle de leur maison (**géographie domestique**), de leur village ou de leur quartier (espace des fêtes, des salons, de l'établissement scolaire, etc.).

La **territorialisation** désigne le processus mental et concret de construction de rapports entre des individus, des groupes sociaux et leur territoire propre.

Les représentations mentales des individus sur l'espace terrestre et les territoires, les choix qu'ils font en matière d'aménagement et d'utilisation de l'espace sont largement informés par les traditions et l'organisation sociale et économique des groupes humains auxquels ils appartiennent, et donc par les cultures locales, régionales, nationales ou supranationales, les civilisations. Celles-ci déterminent

souvent l'implantation des habitations, leur orientation, les activités quotidiennes et saisonnières, les plantes à cultiver, la répartition des produits, la prise en charge des services et infrastructures communs. D'où le développement d'une **géographie culturelle** [20] qui cherche à localiser et analyser les grandes **aires de civilisation**, à apprécier l'influence des conceptions du monde, des religions, des habitudes sociales sur l'utilisation et l'aménagement de l'espace terrestre, la diffusion des différentes cultures (comme l'expansion actuelle de l'Islam en Afrique, par exemple), les phénomènes de résistances et ruptures que ces évolutions provoquent. En particulier, les géographes français contestent l'opposition simpliste établie par S. Huntington [21] entre quelques grandes civilisations – assimilées à des religions –, à l'échelle du monde. Les influences culturelles se mêlent inextricablement à la surface de la Terre, comme le montrent nos villes ; la civilisation japonaise actuelle ne se réduit nullement au shintoïsme, mais articule des traditions anciennes et des influences américaines, etc.

La prise en compte de la subjectivité des acteurs et des influences culturelles très diverses détourne les spécialistes de géographie culturelle de la recherche de lois générales d'organisation de l'espace géographique, qui pour eux sont illusoire, tout comme le « réel » n'est qu'une représentation mentale communément acceptée. D'autant plus que l'observateur, le chercheur, n'est pas neutre : il a ses propres représentations mentales, ses propres attaches. Et lorsqu'il arrive dans un lieu, il modifie immédiatement par sa présence même l'attitude des habitants, il risque d'induire sans le vouloir les réponses aux questions qu'il pose. La géographie humaine ne peut pas être

une science rigoureuse... une position qui peut être replacée dans les débats plus larges sur la critique du néo-positivisme scientifique et les réflexions « post-modernes ».

L'utilisation des représentations mentales spatiales des élèves a été très à la mode, de l'école élémentaire au lycée, dans les années 1980-1990 [22], et il est important de faire comprendre à des élèves, futurs citoyens, que les choix spatiaux ne sont pas totalement rationnels et sont influencés par des facteurs sociaux, des représentations personnelles ou collectives. Les influences culturelles et les aires de civilisation sont évoquées dans les programmes de l'école, du collège et du lycée. Mais les fondements de la géographie culturelle et ses concepts de base (espace vécu, territoire, aire culturelle, diffusion, etc.) sont rarement explicités et approfondis, même en lycée.

LA NOUVELLE GÉOGRAPHIE PHYSIQUE, GLOBALE ET ENVIRONNEMENTALE

En même temps que se développaient une nouvelle géographie humaine, puis une géographie culturelle, quelques géographes physiciens ont voulu refonder une géographie physique moins compartimentée et moins coupée de la vie des sociétés, mieux articulée à la problématique d'ensemble de la géographie, conçue aujourd'hui comme sociale.

Pour ces géographes, géomorphologues comme J. Tricart ou biogéographes comme G. Bertrand, les phénomènes naturels présents et actifs en un lieu (relief, températures, précipitations, eaux, etc.), qui influencent en partie la vie des hommes qui y vivent, ne peuvent être étudiés séparément que

par abstraction : dans la réalité, ils interagissent les uns sur les autres, dans des combinaisons complexes. Et ils ne peuvent être isolés non plus des actions humaines qui les altèrent plus ou moins. La seule attitude scientifique est donc de chercher à comprendre les combinaisons, les systèmes complexes qui articulent ces phénomènes naturels entre eux et avec les sociétés, dans le cadre d'une **géographie physique globale**, composante d'une géographie admise comme science sociale.

Dans les années 1970, ces géographes physiiciens avaient cru trouver une garantie de scientificité dans l'adoption du concept d'**écosystème**, tiré de l'écologie, et ils se donnaient pour tâche d'analyser et de localiser les principaux types d'écosystèmes, qui apparaissent à la même époque dans les manuels de géographie de seconde. Mais l'écosystème ne correspond guère à la problématique propre de la géographie, pour des raisons d'échelle et de contenu, comme le constatent assez vite les chercheurs [23]. L'écosystème des naturalistes est en effet fondé sur les échanges d'énergie et de matière entre les organismes vivants et éléments abiotiques (air, eaux, roches) présents en un lieu. On ne peut mesurer précisément ces échanges que dans un espace de petite dimension : une mare, une prairie, un bois ; au-delà, on extrapole les données recueillies sur quelques mètres carrés ou quelques hectares. Or les géographes s'intéressent généralement à des espaces plus vastes, au moins le kilomètre carré ou la dizaine de kilomètres carrés. Surtout, l'écosystème ne considère les hommes qu'en tant qu'organismes biologiques parmi les autres, et néglige les traces de l'action humaine, routes, maisons, usines, champs, ou ne prend en compte ces éléments que comme des

paramètres qui perturbent les écosystèmes « naturels ».

C'est pourquoi deux biogéographes, N. Beroutchatchvili et G. Bertrand, ont élaboré en 1968 [24] un nouveau concept, plus riche de contenu et pleinement géographique : le **géosystème**, défini comme l'ensemble des éléments qui interagissent en un lieu donné, qu'ils soient naturels, naturels modifiés par les actions humaines ou purement artificiels. Un géosystème est fortement lié à une société donnée et à son évolution. Une prairie, un bois planté ne correspondent pas à des écosystèmes « naturels », ce sont des géosystèmes liés à des sociétés rurales précises. Dans les Alpes, le géosystème des montagnes à sports d'hiver a succédé au géosystème des montagnes sylvo-pastorales du XIX^e siècle et du début du XX^e siècle.

Le concept de géosystème, peu utilisé en dehors de la géographie, est très proche, au fond, de la notion d'**environnement**, prise dans son sens large. Ce dernier terme, copié sur le mot anglais *environment*, équivalent de milieu, recouvre d'abord dans une acception étroite, les éléments et phénomènes naturels qui entourent les hommes, les influencent en partie et sont influencés par eux : l'air, le sol, les eaux, les végétaux, les animaux, les aléas naturels. Il a été répandu par les associations écologistes, très actives en France à partir des années 1970. Son contenu a ensuite été élargi à tous les éléments qui entourent les hommes, naturels ou artificiels, et jusqu'aux paysages qui en sont l'expression visible.

Les géographes physiiciens ont investi ce champ de recherches et ont développé une géographie environnementale, centrée sur l'étude des interrelations entre les sociétés et leur

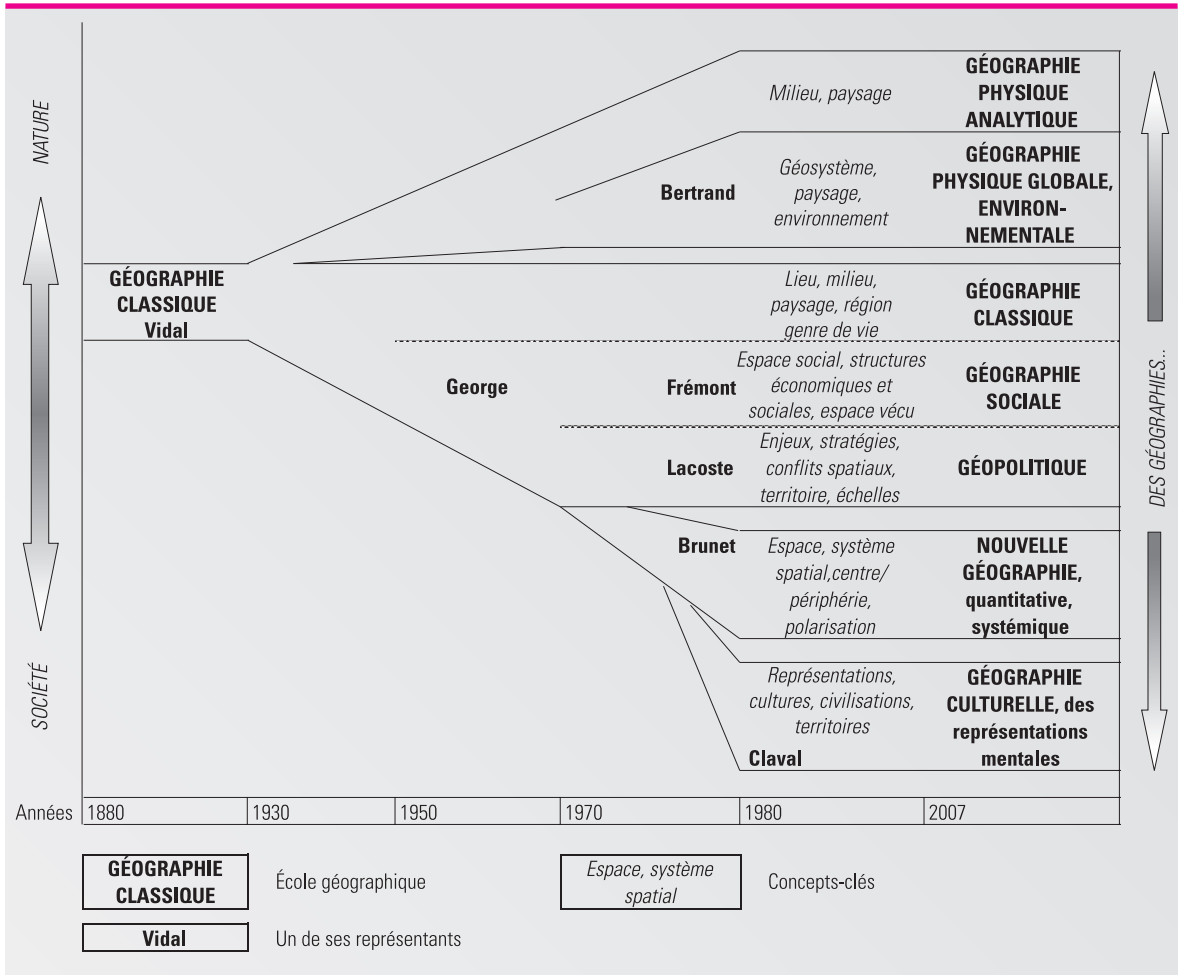
environnement. Ils essaient de lutter, notamment, contre le catastrophisme fréquent dans l'opinion publique en montrant, d'une part, que les environnements actuels en équilibre ne sont pas purement « naturels », mais résultent d'une utilisation raisonnée – spontanée ou non – des ressources du milieu et d'autre part, que certaines sociétés ont su rétablir des équilibres naturels altérés, par exemple sur les marnes noires facilement érodables des Alpes du Sud.

Des dizaines de géographes travaillent actuellement sur les **risques liés à des aléas naturels**, qui mettent en jeu l'occupation humaine, les activités économiques, les aménagements, les représentations mentales même [25]. D'autres géographes travaillent dans des cabinets d'études ou des collectivités locales pour établir les dossiers d'impact obligatoires pour les grands aménagements, ou les plans de prévention des risques.

C'est tout naturellement que ces mêmes géographes sont entrés dans les débats et réflexions sur le **développement durable**, singulièrement les controverses qui concernent le respect des équilibres écologiques (l'un des trois « piliers » du développement durable). Mais ils restent assez réservés sur la scientificité et le caractère opératoire d'une notion qui leur paraît très floue, polysémique et mal assurée de ses fondements épistémologiques [26].

Cette nouvelle géographie physique, globale et environnementale, qui articule étroitement les sociétés et les composantes de leur cadre de vie concret a été introduite partiellement dans les programmes scolaires dans les années 1990 et 2000, notamment dans les études de cas de seconde. Elle est essentielle pour préparer les élèves à

De la géographie classique aux tendances actuelles de la géographie



comprendre les enjeux de l'aménagement des territoires et des problèmes environnementaux locaux, régionaux et globaux.



Les problématiques de la géographie actuelle (ou des géographies actuelles...) sont donc diverses, quelquefois même opposées, et assumées comme telles. Car la communauté scientifique admet plus facilement qu'autrefois que le réel est complexe, polysémique, que toute tentative pour l'analyser est partielle, partielle, ne correspond qu'à un point de vue parmi

d'autres. Et on peut le faire comprendre à des enseignants, à des élèves, au-delà, au grand public.

Il reste néanmoins qu'au-delà des divergences d'objet, de concepts et de méthodes, les grandes tendances de la géographie contemporaine se rejoignent autour de quelques idées-force, qui peuvent constituer autant de bases ou de balises pour l'élaboration de programmes scolaires. D'abord, tous les géographes, même physiciens, donnent à leurs travaux une **finalité sociale**, la compréhension des rapports entre les sociétés et leurs territoires. Ceux qui se spécialisent dans l'analyse des phénomènes naturels le font avec la volonté d'éclairer les contraintes, les risques, les ressources

qu'ils représentent pour les groupes humains. La très grande majorité des chercheurs accepte l'évolution épistémologique du dernier demi-siècle, qui a placé résolument la géographie dans le **champ des sciences sociales**, en a fait une discipline plus abstraite, théorique et nomothétique pour les uns, plus en prise sur le jeu des acteurs sociaux, les stratégies et conflits de pouvoir, les mentalités et les représentations mentales individuelles et collectives pour les autres.

Tous les géographes s'accordent aussi pour refuser une géographie-inventaire ou encyclopédique, qui cherche à décrire tout ce qui est visible en un lieu. Ils exigent qu'un problème précis d'utilisation de l'espace terrestre

par une société humaine soit isolé, dans le cadre d'une problématique ; que des hypothèses soient posées ; que les données et les modèles explicatifs soient vérifiés, localisés, discutés, spatialisés, cartographiés. Tous les travaux insistent sur les interrelations multiples entre les phénomènes sociaux et les phénomènes naturels, entre les lieux et les espaces à différentes échelles, dans le cadre

de systèmes spatiaux en évolution constante. Ils se méfient des causalités linéaires trop simples. Ils rappellent la nécessité de prendre en compte les biais culturels et sociaux, la subjectivité de l'observateur dans l'interprétation des faits.

La géographie actuelle est certainement plus complexe et diverse qu'autrefois. Mais elle est plus riche de réflexions et de débats, mieux insérée

dans les grandes interrogations du moment. Elle est sans doute mieux à même d'aider les acteurs sociaux – et les élèves, futurs citoyens – à comprendre les enjeux fondamentaux de l'utilisation et de l'aménagement de l'espace terrestre et de leurs conséquences environnementales, dans toute leur complexité, et de participer ainsi aux débats civiques sur ces thèmes. ■

À LIRE

- [1] Vidal de La Blache P., *Tableau de la géographie de la France*, Paris, Hachette, 1903.
- [2] Deneux J.-F., *Histoire de la pensée géographique*, Paris, Belin, 2006, 256 p.
- [3] Derruau M., dir., *Composantes et concepts de la géographie physique*, Paris, Colin, 1996, 256 p.
- [4] Gourou P., *Les paysans du delta tonkinois*, Paris, éd. d'Art et d'Histoire, 1936.
- [5] George P., *Géographie sociale du monde*, Paris, PUF, 1945.
- [6] Lacoste Y., *Géographie du sous-développement*, Paris, PUF, 1965.
- [7] Frémont A., dir., *Géographie sociale*, Paris, Masson, 1984, 392 p.
- [8] Philipponneau M., *La géographie appliquée*, Paris, Colin, 1999, 256 p.
- [9] Lacoste Y., *La géographie, ça sert, d'abord, à faire la guerre*, Paris, Maspero, 1976
- [10] Lacoste Y., « Les différents niveaux d'analyse du raisonnement géographique et stratégique », *Hérodote*, 18, 1980, p. 3-15.
- [11] Claval P., *La nouvelle géographie*, Que sais-je ?, Paris, PUF, 1977, 128 p.
- [12] Dollfuss O., « Le système monde » in R. Brunet, « Mondes nouveaux », tome I de la *Géographie universelle*, Paris, Hachette/RECLUS, p. 274-529.
- [13] Hagget P., *L'analyse spatiale en géographie*, Paris, Colin, 1973.
- [14] Brunet R., « La composition des modèles dans l'analyse spatiale », *L'Espace géographique*, 4, 1980.
- [15] Claval P., *Éléments de géographie humaine*, Paris, M.T. Génin, 1974, 412 p.
- [16] Moscovici S., dir., *Psychologie sociale*, Paris, PUF, 1984.
- [17] Frémont A., *La région, espace vécu*, Paris, PUF, 1976.
- [18] Collignon B., *Les Inuits, ce qu'ils savent du territoire*, Paris, L'Harmattan, 1996.
- [19] Collignon B., « Que sait-on des savoirs géographiques vernaculaires ? », *Bulletin de l'association de géographie française. – Géographies*, 2005, sept., 82-3, p. 321-331.
- [20] Claval P., *La géographie culturelle*, Paris, Nathan, 1995, 256 p.
- [21] Huntington S., *Le choc des civilisations*, Paris, Fayard, 1998.
- [22] André Y. et al., *Représenter l'espace, l'imaginaire spatial à l'école*, Paris, Anthropos, 1989, 228 p.
- [23] Demangeot J., *Les milieux « naturels » du globe*, Masson, 1984, 256 p.
- [24] Beroutchachvili N., Bertrand G., « Le géosystème ou système territorial naturel », *Revue géographique Pyrénées et Sud-Ouest*, 1978, 49-2, p. 167-180.
- [25] Veyret Y., dir., *Les risques*, Paris, Bréal, 2004, 204 p.
- [26] Miossec A., Arnould P., Veyret Y., coord., « Vers une géographie du développement durable », *Historiens et géographes*, 2004, juillet, 387, p. 83-260.